



11e conférence internationale sur l'enseignement supérieur et la recherche

lundi 18 mars 2019, par [Bariaud](#)



Tous les deux ans, l'Internationale de l'éducation (IE) organise une conférence ESR. En novembre 2018, ce fut à Taiwan où se sont réunis les syndicats d'une trentaine de pays des cinq continents.

Le thème général, ESR de qualité pour tous, s'est décliné en plénières et ateliers, dont l'un, évaluation de la recherche, animé par la FERC. L'ESR technique et professionnel, facteur de justice sociale, a eu sa place : elle prépare le-la travailleur·se (et le-la syndiqué·e) de demain, non un rouage de la machine patronale pour le « marché du travail » où seul compte le « capital humain ».

Le « Tour du monde en 90 minutes », à la manière des 80 jours de Jules Verne, montre des inégalités d'accès criantes : plus de 80 % d'une classe d'âge aux USA, moins de 40 % en Asie Orientale et Pacifique, Afrique du Nord et Moyen-Orient, Afrique du Sud et Subsaharienne. Florilège : au Sénégal on manque d'infrastructures, de personnel et de financement quand 42 % de la population a moins de 13 ans ; en Nouvelle-Zélande, on promeut la culture maori et un service public vital bénéficiant à tou·tes, refusant que les personnels soient des « ressources » dont on use et abuse ; plusieurs syndicats sont inquiets car la surveillance électronique des personnels menace vie privée, libertés et droits ; les Latino-américain·es alarment contre les droites extrêmes ; les Burkinabé·es contre le FMI et la Banque mondiale qui imposent

leur loi au gouvernement : 120 établissements privés contre 71 publics, même avec 4 % du PIB investi à l'ESR.

Le secrétaire général de l'IE, David Edwards, introduit sur deux recommandations de l'UNESCO : personnel de l'enseignement supérieur (1997) ; chercheurs et science « bien commun de l'humanité » (révisée 2017), qui reconnaît comme primordiales les conditions de travail, la santé et la juste rémunération des personnels. Rares sont les pays avec sécurité d'emploi ou statut protecteur : la règle est le contrat qui se négocie pied à pied avec l'employeur·e.

La dérégulation accroît la précarité, mais les syndicats déploient leur ingéniosité pour organiser les précaires, qui sont 60 % en Australie et 75 % aux USA. Les temps partiels explosent surtout pour les femmes. En Suède, les syndicats ont publié une « liste noire » des établissements selon leur taux de précarité !

Une étude scientifique du business model d'Elsevier, emblématique prédateur capitaliste de la production scientifique, a donné des pistes pour un libre accès respectueux des disciplines scientifiques et des métiers, non « créateur de valeur » économique.

Des solutions syndicales émergent, comme le Journal of the South African Democratic Teachers Union, périodique indépendant sur le modèle d'une revue scientifique.

Le représentant palestinien, émouvant et applaudi, a réussi l'exploit d'exposer la coopération entre recherche publique et industrie impulsée par les syndicats des deux secteurs, sans jamais prononcer le mot « compétitivité ».

Suite à la proposition de la FERC, l'action syndicale pour défendre les victimes de harcèlement sexuel dans l'ESR sera à l'ordre du jour de la prochaine conférence.

L'ESR est un lieu de combat de classe. Sa marchandisation n'est pas une lubie de managers mais une tendance néolibérale que les syndicats ne cessent d'affronter.

On réussit mieux en mobilisant avec nous étudiant·es, familles, associations, habitant·es, ou syndicats des autres secteurs de l'éducation (campagne Red for Ed aux USA). On revendique des salaires dignes, la reconnaissance et un financement public pérenne. Dans les pays développés ou en développement, l'austérité est un choix politique. Les menaces obscurantistes et réactionnaires grandissent.

Nous avons progressé depuis deux ans. Nos liens resserrés nous donnent la force et le courage de poursuivre, tous et toutes ensemble.